

Mon utopie : la nostalgie (après Mai 68)¹

Par Jean-Pierre Fragnière
www.contrepointphilosophique.ch
Rubrique Politique
25 mai 2008

Des étudiants sages

À la mi-temps des années soixante, nous étions des étudiants sages, en particulier ceux qui déambulaient sur les hauteurs des méandres de la Sarine (Fribourg, en Suisse). Encadrés par les casquettes, oripeaux bigarrés qui nous signalaient les clubs dont se réclamaient nos camarades d'étude. Chacun à sa place et le « Stamm » pour partager la bière et rêver des carrières, sous la houlette de quelques aînés, gardiens des identités et, surtout, porteurs de promesses concrètes. Là germaient les futurs présidents, maires ou syndics et la fine fleur des officiers (d'une casquette à l'autre...).

Quelques virus

Sous la molasse tiède, quelques virus impies travaillaient dans l'ombre. D'abord la démocratisation des études. Tout le monde était « pour », mais peu se pressaient au front. Il était convenable de se hâter lentement. Et puis le Concile Vatican II était porteur d'une immense respiration puisqu'il permettait de parler de choses à propos desquelles on croyait que tout était dit. À la barbe des structures universitaires établies, naissait le syndicalisme sous le nom d'« action syndicale universitaire ». Certains avaient osé associer ces deux termes. Enfin, les yeux commençaient à s'ouvrir sur le Tiers-Monde. Quelques audacieux lisaient le « Che », d'autres suivaient les étapes de la lutte du peuple vietnamien.

Du volontarisme à l'étonnement

À la veille de 1968, l'atmosphère était fort ambiguë dans tous ces groupes qui, au nom des idéaux les plus divers, tentaient de rompre les quiétudes établies. Ainsi, à la fin de l'année 1967, plusieurs étudiants suisses participaient, à Paris, à un colloque sur, vous avez bien lu, la « dépolitisation de l'étudiant européen ». Dans la salle, un certain Michel Rocard et quelques personnages qui se feront remarquer quelques mois plus tard sur les barricades. Lorsque les premiers pétards lacrymogènes explosaient au Quartier latin, des étudiants en théologie de suisse romande étaient réunis pour construire ce qui s'appelait l'« Interfac œcuménique ». Entre les séances, les oreilles étonnées se collaient aux transistors.

Pris au dépourvu

Très vite, l'ensemble du système se met à bouillonner et l'audace pénètre les attitudes ordinaires. La politique étudiante prend un nouveau visage. Les courants se diversifient, le débat s'étale sur les tracts, les murs et les modestes feuilles qu'autorisent les techniques d'impressions encore archaïques. Dans les réunions programmées ou spontanées, le ton des échanges monte de plusieurs crans. On ose

¹ Texte rédigé pour un précédent « anniversaire de Mai 68 »

parler des utopies politiques et les pouvoirs cessent d'être perçus comme intouchables. Certains professeurs entrent dans le débat. Beaucoup, pris au dépourvu, se réfugient dans leurs chères études.

Le refus de la « Fachidiotie »

Au cœur des débats, le sens des études qui tendaient à s'orienter vers la spécialisation à outrance. Sur les murs des universités allemandes nous lisions : « Wir wollen nicht Fachidioten werden ». En Suisse, également, la perspective d'être transformés en « superspécialistes imbéciles » rebutait ceux qui se donnaient la peine de lever le nez de leur cahier. Cette quête de sens et une volonté latente de se prémunir contre les enfermements de l'esprit constituaient le moteur de cette soif de rencontres, d'échanges et aussi d'une réelle envie de se battre.

Surpris par nos audaces

Il est vrai que, soudain, tout semblait devenir possible, ou presque. Nous n'avions nul besoin d'un appel à l'utopie décrété par les Autorités fédérales. Elle était là, vivante, désirée, compagne légitime de nos actions et de nos rêves. Si beaucoup ricanaient, ils le faisaient sous cape. Et les étudiants de Fribourg descendaient dans la rue pour exiger une « mensa » (restaurant universitaire) ; dans le long cortège, beaucoup de soutanes et quelques casquettes. Un certain 30 novembre 1968, un noyau élargi « occupe » l'Université pour imposer un débat plus vigoureux et dépasser les molles des positions centristes. Une partie significative de la presse étudiante vire au rouge. Les campagnes électorales, au sein des facultés, sont l'occasion de joutes verbales de belle facture.

La fessée

On ne badine pas avec l'ordre. Et les gens responsables, politiciens, journalistes et autres personnages sérieux, se mettent à donner de la plume. L'éditorial d'un journal gruyérien (canton de Fribourg) trouve le remède absolu pour calmer le débat et guérir les troubles : la fessée (sic) promise aux étudiants qui négligent leurs études pour se mêler de ce qui, bien sûr, ne les regarde pas. La remise au pas du jeune clergé se fera par des méthodes généralement plus feutrées, mais aussi, sans doute, plus efficaces. Ainsi, s'amorce le tournant où la résignation de certains cohabite avec la fuite de quelques autres, quand on n'assiste pas à des conversions spectaculaires aux valeurs sûres de l'ordre établi et à l'esprit de compétition qui s'installe irrésistiblement, puisque l'on se met à deviner qu'il faudra monter aux créneaux pour « battre les Japonais ».

« Tout va bien »

Aujourd'hui il semble que tout aille bien au sein de l'université, il est vrai que le journal du même nom est mort. Chaque semaine, Femina s'ouvre aux problèmes sociaux, ou alors nous sommes invités à épouser le dynamisme avancé de l'Hebdo. Finis les feuilles de choux et les cahiers ronéotés. La pensée lisse s'étale en quadrichromie. Un grand merci à la technique. Les battants s'en donnent à cœur joie. Efficaces, dit-on, ils ont aussi la vue courte, tout occupés qu'ils sont à conquérir des espaces, à soigner leur look et à surveiller leur tension. Il ne s'agit pas, ici, d'ajouter un nouveau couplet aux hymnes célébrant le désenchantement du monde. Est-il absurde de s'interroger sur la fonction critique des études universitaires ?

Fonctions critiques

Nos écoliers apprennent le français et les mathématiques selon des méthodes nouvelles et qui,

souvent, nous échappent. La pédagogie a même franchi les murs de l'Alma mater. Faut-il que l'université se transforme en une enfilade de salles garnies d'étudiants tout occupés à répéter leurs leçons ? À quoi peuvent servir les études universitaires à l'heure de la communication planétaire, lorsque le savoir constitué est immédiatement disponible grâce aux technologies que l'on sait ? Que sont devenues les aspirations de ceux qui tentaient de refuser de se laisser emporter au royaume de la Fachidiotie. Bien sûr l'exercice ordinaire de l'étude au sein de chaque discipline développe les capacités d'analyse et les aptitudes à la critique, on peut se demander si celles-ci peuvent s'exercer au-delà de l'horizon de chacun, découpé par la quête du métier.

Faux-semblant

Par les temps qui courent, on nous balance des invitations à l'Utopie avec quelques crédits à l'appui et de charmants programmes pour l'été. Je pense aux cérémonies qui ont accompagné la célébration du 700^e anniversaire de la Confédération suisse et, hier, à l'exposition nationale 2002. Merci. On a déjà donné. Mieux vaudrait porter la réflexion sur les « machines stérilisantes » qui ont su briser nos utopies ou qui les ont rectifiées pour « assagir » nos égarements. Sans doute, l'exercice actuel de la fonction critique passe-t-elle par une autocritique serrée chez ceux qui ont laissé échapper leurs rêves ou qui ont connu de très près l'implacable efficacité des instruments de remise à l'ordre.

Tous sur la face nord

À l'aube du XXI^e siècle, puisqu'il faut bien retenir cette référence, les règles du jeu économique se sont durcies. On dit qu'il faudra monter au front ; vaincre ou être vaincu. Depuis au moins deux décennies se dessine une nouvelle race d'hommes et de femmes. Celles et ceux dont on dit qu'ils s'attachent à relever les défis. Il arrive qu'on voie en eux les « battants » ; devant les difficultés promises de toute part, dans une compétition qui se renforcerait et parce qu'il faut réussir avec panache, ils affrontent l'obstacle par la face nord.

On prend les meilleurs et on bat les nouveaux « tigres »

Pour conduire la lutte on se serre les coudes. Les entreprises se restructurent. Elles s'attachent à stimuler les diverses formes de coopération/collaboration, mais... avec les meilleurs. Ainsi se construisent ces machines nouvelles, faites pour gagner. De tout le reste, il convient de se débarrasser, l'environnement social ce n'est leur affaire que dans la mesure où il sert les objectifs du combat engagé. Les pots cassés, les oubliés, scories nécessaires (?), sont bien là. Mais ils sont promis à un oubli couvert par une belle légitimité qui se veut irréfutable : il faut battre les « tigres ».

Derrière les vainqueurs, les exclus

On ne fait pas d'omelettes sans casser des œufs. Aux battants correspondent les perdants ; on parle aussi des exclus. Ceux pour qui il n'y a plus de place ou quelques strapontins subalternes strictement codifiés. À eux les fonctions précaires ou, mais il ne faut pas le dire, la marginalité, voire la misère. Qui sont-ils ? Peut-on encore les appeler « les pauvres » ? Ils sont là, présents, résistants à tout ce qui a été tenté pour les éliminer ou les camoufler. Au-delà des comptabilités, il semble bien que ces dix pour cent, voire un peu plus, constituent un monde incontournable. Étrangement, des études, enquêtes et rapports qui s'enquêtent de l'état de la pauvreté en Suisse (nos sources se réfèrent à toutes les régions de la Suisse) donnent à penser que la population des pauvres se situerait un peu au-dessus des dix pour cent de la population, et cela avec une belle constance. De là à dire que : « c'est la vie ! »...

Les mauvaises habitudes des « Trente glorieuses »

Les années de croissance économique, après la deuxième « guerre mondiale » avaient fait naître quelques illusions et soutenu la cécité du plus grand nombre. C'était le temps d'une vigoureuse mobilité sociale ascendante.

Dès les années 50, un phénomène s'est développé qui allait bouleverser la perception de la dynamique sociale et installer des réflexes solides. Une forte promotion socio-professionnelle d'une génération par rapport à l'autre a été favorisée par la modernisation de l'économie, par le changement social et par l'immigration. Ces facteurs sont aussi à l'origine de la mobilité économique ascendante de la plus grande majorité des membres de la seconde génération par rapport à leurs parents. Dans ces conditions, tous les espoirs semblaient permis et ceux qui manquaient le train devaient n'être qu'une poignée d'irréductibles : des cas. On a même cru que la question était réglée.

Faux mendiants et vrais problèmes

La pauvreté est souvent traitée par le soupçon. On est *faux* mendiant comme on est *faux* malade ou *faux* réfugié et le vocabulaire fleurit qui flétrit, en voulant les exorciser, ces situations considérées comme suspectes. On parle de « faux chômeurs », de « mentalité d'assisté », d'un « Etat-providence ». Il est aisé de reconnaître sous ces notions contemporaines, la permanence d'un problème apparu à l'aube de l'ère industrielle. Les termes certes ont changé, mais pas la relation entre ces termes. Toute pauvreté mérite-t-elle assistance ? Aucune aide ne peut faire l'économie de cette question, ne peut dispenser d'y répondre. On a longtemps considéré qu'une charité pratiquée de façon instinctive, indistincte, indifférenciée, serait une source constante d'injustice. Loin de cautériser les plaies de la pauvreté elle les aviverait en confortant l'inertie de ceux-là qui ne doivent leur état qu'à eux-mêmes en développant chez eux « l'instinct de ruse et de calcul ». Méfiance ordinaire et répétitive, elle resurgit à chaque débat sur la pauvreté. Pourtant, les problèmes perdurent.

S'ils veulent nous contraindre à venir à leur secours...

C'est que pour les libéraux, il y a un devoir d'assistance mais pas de droit des pauvres. « Le malheureux que nous rencontrons sur notre chemin, qui touche notre cœur, dont la vue nous arrache un sacrifice n'a cependant pas le droit de nous forcer à le secourir. Ce malheureux est un objet sacré. Dans les ingénieuses paraboles du christianisme, c'est peut-être un ange qui s'est caché sous la forme d'un malheureux pour mettre notre vertu à l'épreuve, mais s'il voulait nous contraindre à venir à son secours, nous extorquer ce que nous sommes portés à lui donner, ce ne serait plus un être sacré, ce serait un malfaiteur. » (Rapport du comité Thiers de janvier 1850).

Le mauvais pauvre n'est pas seulement l'ennemi intime du libéralisme, il est celui qui, par sa présence, met en cause les principes mêmes sur lesquels s'appuient ces théories : responsable de son état, il doit alors décider lui-même s'il veut en changer et le manifester par une bonne volonté. Le mauvais pauvre est celui qui corrompt en les dévoyant toutes tentatives généreuses. Ainsi vont naître les systèmes assuranciers. La genèse de ces systèmes est rendue difficile par la volonté théorique de ne pas utiliser la contrainte et l'obligation pratique d'y recourir.

Le domestique porteur de pain

Nul n'est fondé à se plaindre s'il n'a pris les précautions nécessaires, marques de son attitude responsable. On aura compris qu'il s'agit de l'épargne. Car le pauvre qui ne possède que son aptitude à travailler n'est jamais à l'abri du besoin. Le moindre incident le jette dans la misère. L'imprévoyance est le symptôme d'un mal qu'il faut soigner et le signe d'une ignorance qu'il faut corriger par les lumières de l'instruction.

Quant à ceux qui s'avèrent définitivement irréductibles aux remèdes comme aux leçons de choses (et

ce sont les institutions scolaires et médicales qui décident de ce définitif), ils relèvent des pratiques d'assistance que pour eux l'on maintient. Il ne reste plus, sur ces gens, qu'à tirer un trait dans les deux sens de cette expression : séparer et oublier. Ou encore à les abandonner à cette femme du monde peinte par Thackeray qui ne sort jamais de chez elle sans être escortée par un domestique porteur de deux ou trois bons pains qu'elle ne distribue qu'après un sévère interrogatoire : les pauvres la fuient comme la peste.

Mais, où se cachent-ils donc ?

En Suisse, nous n'avons pas de métro (ou presque) pour accueillir les clochards. Chez nous, les touristes ne sont guère importunés par des mains qui se tendent sur leur passage (ou presque). Ci et là, un orgue de barbarie. Où sont donc les pauvres ? Cette population, qu'on appelle défavorisée, est constituée d'un nombre important de jeunes entre 18 et 25 ans. Les femmes célibataires entre 18 et 40 ans en constituent une part notable. Les femmes divorcées et ce que l'on appelle les « familles monoparentales » vivent souvent dans la gêne. Les travailleurs réguliers apportent un lourd tribut à la cohorte des très bas revenus. Trop de personnes âgées, on le sait, disposent encore de ressources extrêmement modestes, et ce sont surtout des femmes. Et puis, il y a tous ceux qui sont engagés dans l'économie souterraine : clandestins de toutes sortes, mais aussi ces réfugiés dont les services sont utilisés à vil prix.

Ils sont discrets ; il faut bien dire qu'on les invite systématiquement au silence. Le problème n'est pas le pauvre qui souffre, mais le pauvre qui se montre ou, pire, qui se met à parler.

Parmi eux, on a cherché à déceler les « nouveaux pauvres ». Mais, s'il y a une pauvreté nouvelle dont on s'étonne, dont on s'effraie, c'est bien parce qu'il y en a une, ancienne, dont on ne s'étonne plus. Cette notion renvoie, sans la nommer, à cette exclusion institutionnalisée où tout processus de paupérisation trouve son terme. De cette pauvreté naît un infra-monde.

Tout allait bien jusqu'au jour...

Aujourd'hui, de plus en plus de personnes sont vulnérables, dans un plus grand nombre de domaines. Au sein d'une société où la grande majorité des échanges sont monétarisés, les facteurs de risques se multiplient.

Si la pauvreté constituée appelle des interventions rapides et efficaces, il faut considérer avec attention ce qui peut être désigné par la notion de « pauvreté potentielle ». Elle exprime la situation de ceux qui sont à la merci des processus de fragilisation à l'œuvre au sein même de l'abondance. Ceux qui voulaient devenir des battants, qui en avaient même adopté les modèles de comportement, peuvent rencontrer d'abord l'échec, puis la lente glissade vers la dépendance et la marginalité. L'existence même de cette vulnérabilité est sans doute un puissant aiguillon pour beaucoup. Ils cravachent pour éviter le gouffre, se raccrochent à quelques branches. Tous ne tombent pas, mais combien sont-ils, les yeux braqués vers les sommets où s'agitent les battants, qui sont happés par une mécanique socio-économique les entraînant dans la zone à risques comme si elle les tirait par le maillot, et par-derrière.

La volonté de définir la population pauvre au moyen des seuils, permet, bien sûr, de cerner une population que l'on tendra à quantifier. Mais, une telle approche ne tient pas compte de tous ceux qui se sentent menacés par la pauvreté. Une population pour laquelle l'avenir est marqué par l'imprévisible et l'aléatoire. C'est un groupe vulnérable, tendu entre la difficulté, voire l'impossibilité de rejoindre les battants et menacé par ce qu'il faut bien appeler la chute dans la pauvreté. Ils se définissent pauvres non pas par rapport à un passé dont ils hériteraient, mais par rapport à un avenir, une vie pas encore vécue, un « futur en acte » ; ils connaissent la nostalgie d'une liberté pas encore

expérimentée.

De braves gens

Oui, ce sont de braves gens. L'image du pauvre paresseux qui n'a que le juste salaire de sa fainéantise et de son imprévoyance s'estompe devant la crudité des faits. Une large majorité d'entre eux sont des gens de chez nous ou vivant depuis longtemps avec nous, ils travaillent, ils font ce qu'ils peuvent, que va-t-on leur reprocher, si ce n'est une accumulation de handicaps et de petits malheurs qui ont eu raison de leur modeste revenu. Ils vivent. Cette observation est importante car elle place la pauvreté au centre même de l'activité économique et elle montre qu'elle ne saurait se réduire aux bénéficiaires de l'assistance publique.

Les spécialistes qui fabriquent les seuils de pauvreté nous annoncent des pourcentages construits sur la notion de pauvreté relative. On est pauvre par rapport à ce dont dispose la moyenne des voisins. Maigre consolation pour celui qui ne réussit pas à s'en tirer, mais qui est classé juste au-dessus du seuil.

Insistons : la pauvreté absolue existe, vécue par ceux qui n'ont presque rien pour subsister. Ils errent d'un service social à l'autre, quand ils ont encore l'énergie d'accomplir ces parcours. On les ignore parce que trop d'institutions sociales se gardent bien de faire connaître leur existence de façon précise. Vous lirez dans les rapports officiels le nombre des dossiers traités, mais, à la question : « combien de pauvres ? », vous attendrez vainement une réponse, même approximative. Ces choses-là ne se disent pas. La difficulté de définir la situation de pauvreté a bon dos. Pour crier cette réalité, il faudrait un peu plus de lucidité professionnelle et de courage politique.

Beaucoup naissent pauvres et ils le restent. Mais il conviendrait d'examiner d'un peu plus près les itinéraires de la pauvreté. La pauvreté peut se manifester brutalement comme rupture d'un ordre ou, au contraire, se développer dans le temps, résultat de la complexification et de l'alourdissement d'un désordre. Il arrive donc qu'on tombe dans la pauvreté pour des raisons qui se cumulent : perte du travail, maladie prolongée, rupture familiale ou comportement d'acquisition téméraire ; et l'affaire se corse lorsque la protection sociale ne joue pas, ou plus. On parle des « trous » de la sécurité sociale.

La puéricultrice sonne à la porte

Les battants se veulent compétents. Sans doute le sont-ils ? Mais à quel prix. N'assistons-nous pas à l'émergence d'un vaste processus de disqualification ?

Qui oserait douter de l'opportunité de la visite systématique de la puéricultrice dans les familles qui viennent d'accueillir un nouveau-né ? Elle dispose d'une bonne formation. Elle est discrète et efficace. Mais saura-t-elle produire et présenter son savoir sans disqualifier la maman et la grand-mère. Ces multiples savoirs distribués en professions dont la simple nomenclature échappe à la plupart des usagers peuvent engendrer une dépendance tout aussi inquiétante que coûteuse.

En 1989, à la Sorbonne, devant un parterre de ministres, un responsable de la réinsertion des chômeurs évoquait le parcours du combattant auquel sont conviés ceux qui ont perdu leur emploi ou qui n'ont pas encore trouvé accès au monde professionnel. Au terme d'une implacable mise en scène des méandres de la législation et des règlements, de la diversité et de la complexité des démarches administratives, il s'écriait : « aujourd'hui, pour réussir sa réinsertion, il faut parfois réunir les compétences d'un polytechnicien ». L'amphithéâtre n'a pas démenti son propos.

L'irresponsabilité organisée

Que faire des perdants ? l'État protecteur est là pour proposer moult solutions. Mais lui-même n'est-il

pas l'objet de critiques rampantes et parfois féroces ? Pour certains, il serait devenu la cause de tous les maux. Sous les plumes les plus diverses, de gauche ou de droite, on peut lire des titres révélateurs. L'un parle d'« irresponsabilité organisée », l'autre de « trahison de l'État-providence ». Pour le premier, les politiques sociales et les institutions qu'elles ont secrétées sont des machines à produire des problèmes et à les entretenir ; pour le second, les échecs et les insuffisances des systèmes de protection laissent se produire maintes situations d'insécurité et de détresse.

La question du pyjama

Difficile de définir des seuils. Il n'est pas aisé de déterminer solidement et dans la durée les besoins des gens. Il me vient à l'esprit le souvenir de la lecture d'un procès-verbal qui concernait les négociations entre les syndicats et le patronat français, à la fin des années 40. Il s'agissait de définir certains aspects du salaire minimum. À l'ordre du jour, une question : les ouvriers ont-ils besoin d'un pyjama ? Long débat. Hésitations. Et la décision tombe : pas besoin de pyjama. Cette issue était considérée par beaucoup comme une défaite de la classe ouvrière ; c'en était une, doublée d'une insulte. Aujourd'hui, tout le monde sait que le pyjama n'est pas particulièrement prisé par les milieux aisés et cultivés, ou alors il est en soie... Plus généralement, il faut bien admettre que la manière dont les pauvres perçoivent leur propre situation de pénurie est fort différenciée et que la fixation des normes est marquée par un certain arbitraire qui, le plus souvent, ne résiste pas à la durée. Voilà qui ne simplifie pas la question. C'est qu'on se sent pauvre, très fréquemment, par rapport à un modèle, une aspiration, une personne ou un groupe de référence. Dans ces conditions, les battants, avec leurs modèles de comportement, définissent le sentiment de marginalisation et d'exclusion chez ceux qui ne sont pas admis à la table ou dans la course.

Au petit jeu de l'assistance

L'assistance accompagne comme une ombre portée les systèmes de prévoyance puis d'assurance. Elle résorbe discrètement ce qu'ils laissent sur leur marge. La question de l'existence de l'assistance est admise, reste celle de la quantité qui est faite du nombre et de la visibilité. Les perdants, qu'ils se taisent s'il vous plaît. L'imprévoyance est le symptôme d'un mal qu'il faut soigner et le signe d'une ignorance qu'il faut corriger par les lumières de l'instruction.

Les battants savent où ils vont. Ils bâtissent des plans. Le pauvre est de plus en plus considéré comme celui qui est privé de la faculté d'élaborer des projets, d'un réel espace d'autodétermination. Dans un monde qui change à belle allure, qui appelle les projets à long terme, l'assistance, fondée sur une logique administrative, se révèle de plus en plus statique et inadéquate.

Déjà les expositions universelles

Un phénomène nouveau, les battants ? Le vocabulaire, sans doute, a changé. Mais la dynamique des sociétés industrielles (ou post-) est faite de cette pression sur les concurrents. Déjà les expositions universelles, organisées dès la fin du XVIIIe siècle, exaltaient les valeurs de compétitivité, d'innovation et de dépassement. Par leur régularité, elles permettaient d'assister à l'émergence, puis au vieillissement plus ou moins rapide de certaines des idées qui entourent le berceau de l'industrie. Si l'on considère d'abord, prioritairement, l'aspect technique et scientifique, peu à peu, le facteur humain est pris en compte. Il fallait faire face aux défis de l'avenir qui allait se construire avec les avant-gardes. Et, il n'a échappé à personne que l'Expo 02 a « oublié » simplement le problème de la pauvreté ou l'a évoqué comme une réalité « à haute dose de symbole », très propre.

La pause de 68

La manifestation publique et explicite de cette idéologie de la concurrence et de l'esprit de conquête a connu des hauts et des bas. Les années 68-72 ont sans doute instauré une pause et mis quelques sourdines à ces appels aux valeurs de la compétition. Ne s'agissait-il pas de vivre autrement ? Et tout de suite ? Les carriéristes n'étaient-ils pas fustigés comme des traîtres ou les ennemis d'un nouveau monde en voie d'émergence ? Le devant de la scène, en apparence tout au moins, a appartenu à ceux qui prônaient la transformation des structures, par les voies les plus diverses.

Le retour des battants

Mais le retour des battants ne s'est pas fait attendre. Après le premier choc de la crise de 74, une sorte de *Risorgimento* s'est répandue comme une traînée de poudre. L'heure d'un nouveau « réalisme » avait sonné. Sans doute quelques « soixante-huitards » ont-ils manqué le coche, déchirés par les hésitations ou fidèles à leurs idéaux. Beaucoup, en revanche, se sont précipités dans cette brèche qui leur apportait une certaine légitimité pour sortir de ce qu'ils ne tarderont pas à appeler une impasse. Leurs cadets de dix ans n'avaient pas un tel passé à exorciser et ils se sont trouvés happés dans la société de compétition qui se présentait à eux avec la pesante assurance des évidences que plus personne, ou presque, ne se risquait à mettre en discussion. Et voilà cette nouvelle jeunesse qui planifie ses carrières, qui s'initie aux jeux de la bourse, qui ne craint plus les anglicismes et qui rêve de gagner. À son service, une presse qui se veut moderne et dynamique et qui lui distille, semaine après semaine, la potion de justifications nécessaires à la légitimité de ce nouveau rapport à la vie et au travail.

Væ victis

C'est à peine s'ils remarquent la multiplication des exclusions, tous ces compagnons qu'ils laissent au bord du chemin. Reste une question : ne faut-il voir dans la précarité et la pauvreté que des éléments négatifs ? Certains esquissent des positions qu'il convient d'évoquer ici. Ces situations définiraient la possibilité d'émergence de modes de vie caractérisés par une perspective très peu utilitariste. Elles permettraient de dépasser un système de valeurs dans lequel l'individu ne s'auto-évalue que par rapport à son activité et son utilité économique. Au fond, il s'agirait de choisir une certaine liberté au prix d'une certaine pauvreté acceptée. De là naîtraient de nouveaux comportements, de nouvelles formes de répartition des rôles au sein des systèmes familiaux, de nouveaux rapports à l'environnement et à la vie quotidienne. En définitive, ne travaillons-nous pas pour ne plus travailler, pour gagner la possibilité du repos, de la détente et d'une réelle liberté ? Des perspectives qui ne sauraient être écartées d'emblée. Il est même probable qu'elles se révèlent pertinentes. Mais on appréciera la crudité du propos ou son cynisme.

Allez les battants !

Un bel avenir vous est promis ! Et vous êtes bardés de certitudes. Confortés par ce que l'on appelle le succès. Dans votre sillage, loin derrière, d'autres font ce qu'ils peuvent, abandonnés à la sollicitude du social. C'est peut-être là que se situe l'enjeu. Le danger mortel que courent nos sociétés, travaillées par les forces individualisantes et dissolvantes du marché, c'est le « désencastrement » du social et de l'économique. Vouloir interpréter les problèmes sociaux en eux-mêmes, indépendamment de leur rapport avec l'économie, c'est laisser fonctionner librement les mécanismes qui déstabilisent les individus.

Les battants ne connaîtront pas la paisible saveur que leur promettent les succès tant qu'ils construiront leur légitimité sur des règles du jeu dont on sait qu'elles produisent ce qu'il faut oser appeler par son nom : la pauvreté et la misère.

© Jean-Pierre Fragnière
Professeur Université de Genève
www.contrepointphilosophique.ch
Rubrique Politique
25 mai 2008

e-mail : jpfragniere@eesp.ch
Natel 079 412 82 83
<http://www.jpfragniere.ch>